



Cher Recteur Frémont et chère Provost et vice-rectrice aux affaires académiques Scott,

Nous vous écrivons aujourd'hui au nom du personnel académique, des étudiant.e.s, des assistant.e.s d'enseignement et de recherche et du personnel de soutien de l'Université d'Ottawa afin de vous faire part de nos préoccupations communes au sujet des plans actuels de votre administration pour l'année universitaire 2021-2022, et pour proposer un plan d'action alternatif qui réponde mieux aux besoins de notre communauté universitaire.

Il est important de préciser dès le départ que cette lettre est motivée par notre frustration et notre consternation face à l'approche verticale que votre administration a adoptée jusqu'à présent en ce qui concerne le retour partiel au campus qui a été planifié pour la session d'automne, le manque d'informations concrètes fournies sur ces questions et la lenteur à négocier des lettres d'entente visant à établir un cadre opérationnel équitable en matière de conditions de travail et de conditions d'apprentissage des étudiant.e.s. À ce jour, nos demandes répétées visant à nous inclure dans les processus décisionnels et dans les processus de planification sont apparemment passées inaperçues. En effet, le manque de consultation et de prise de décision démocratique dans la planification du retour partiel au campus et l'absence apparente d'une prise en compte adéquate des questions de pédagogie, d'équité, de santé et de sécurité nous laissent perplexes.

Le plan d'action alternatif que nous proposons est développé autour de trois piliers :

1. Un mécanisme démocratique avec la représentation de tous/toutes les membres de la coalition intersyndicale doit être mis en place pour s'assurer que les plans pour un retour partiel et, éventuellement, un retour complet sur le campus soient pédagogiquement réalisables, équitables et sécuritaires pour tous. L'absence persistante de consultation des syndicats, des groupes étudiants et des comités fonctionnels sur la santé et la sécurité au travail constitue un obstacle à cet objectif, notamment parce qu'elle ne parvient pas à communiquer, et encore moins à établir des plans visant à aborder des questions aussi rudimentaires que : *Comment composer avec des niveaux de vaccination différents chez les membres de notre communauté universitaire? Quelles mesures de protection seront mises en place pour assurer la santé et la sécurité de notre communauté universitaire? Qui sera responsable de la gestion des déplacements de personnes dans les corridors et les entrées des édifices? Qui sera responsable de désinfecter les salles de classe entre les différents cours? Qui sera responsable de l'application du respect des protocoles et des règles liés à la COVID? Les étudiant.e.s s'étant vu assigner des assistanats d'enseignement auront-ils/elles le choix de ne pas travailler sur le campus? Quels plans d'urgence sont en place si un autre confinement était imposé?* Démocratiser la prise de décision est essentiel pour s'assurer que les diverses voix, expériences et connaissances de nos membres respectif.ve.s soient prises en compte et entendues alors que nous envisageons de revenir aux activités en présentiel.

2. Nous avons tous et toutes remarqué que la pandémie offre à l'administration centrale une opportunité de chercher à imposer un nouveau modèle d'enseignement à court et à long terme. Pourtant, à ce jour, il n'y a pas eu de consultations de fond avec les membres de la coalition intersyndicale au sujet des plans actuels de votre administration visant à introduire un modèle d'enseignement hybride/HyFlex/bimodal pour le semestre d'automne. Tout aussi troublant, le peu d'information que nos membres respectifs ont reçu a souvent été contradictoire et, parfois, ne semble pas avoir été réfléchi en profondeur. Un enseignement hybride/HyFlex/bimodal efficace qui réussit à fournir aux étudiant.e.s de riches expériences d'apprentissage interactives est normalement conçu et mis en œuvre au sein de groupes de petite taille où des cours en présentiel sont donnés et accompagné de plusieurs assistant.e.s d'enseignement à l'intérieur et à l'extérieur de la salle de classe. À ce jour, aucune information détaillée n'a été fournie à nos membres respectif.ve.s au sujet des mesures de soutien qui seront mises en place pour s'assurer que ceux et celles qui participent en ligne ne sont pas désavantagé.e.s en termes de possibilités d'apprentissage et qu'ils/elles peuvent participer pleinement et activement aux cours hybrides/HyFlex/bimodaux. Les membres de la coalition intersyndicale sont unanimes lorsqu'ils/elles affirment que le silence de votre administration sur ces questions importantes représente un risque sérieux pour le maintien de la qualité de l'éducation dispensée dans notre établissement et pour laquelle elle est reconnue. Reconnaisant que, dans de bonnes conditions, un retour partiel sur le campus, tout en respectant les directives de la santé publique, pourrait être bénéfique pour le moral et la santé mentale, nous proposons une option plus viable consistant à diviser certains cours en sections plus petites, ces sections étant réservées exclusivement à l'enseignement en présentiel ou à distance. Cette approche donnerait aux étudiant.e.s et au personnel universitaire le choix de retourner sur le campus de la façon dont ils/elles sont les plus à l'aise et garantirait que l'expérience d'apprentissage des étudiant.e.s. conserve un haut standard de qualité.

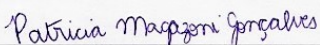
3. Les exigences associées à la poursuite de la bonne gestion des mandats de notre université tout au long de la pandémie ont des conséquences sur le bien-être physique et mental des étudiant.e.s et du personnel universitaire. Reconnaisant que la pandémie a des répercussions disproportionnées sur les membres des groupes d'équité ainsi que sur ceux et celles qui ont des personnes à charge ; reconnaissant également la capacité limitée de notre université à fournir des services de santé mentale adéquats à l'ensemble des membres de la collectivité avant le début de la pandémie ainsi que les lacunes de nos avantages sociaux en matière de santé mentale, des investissements supplémentaires pour les ressources en santé et mieux-être sont nécessaires pour un retour sécuritaire sur le campus. Nous demandons donc la création d'un Fonds spécial COVID-19 de rétablissement en santé mentale accessible à l'ensemble des membres de notre communauté afin d'aider à compenser les coûts associés à l'obtention des soins dont ils/elles ont besoin, que ce soit sur le campus ou à l'extérieur de celui-ci.

Les conséquences de la pandémie de COVID-19 sur le bien-être de notre communauté se feront sentir pour les années à venir, et un retour à la « normale » réussi ne peut être réalisé sans l'apport de notre communauté.

Dans un esprit de collégialité et dans l'intérêt de notre université, nous vous présentons trois revendications :

- 1) Démocratiser le processus décisionnel en vue d'un retour partiel et éventuellement complet sur le campus en créant un comité mixte, avec la représentation de l'ensemble des membres de la coalition intersyndicale.
- 2) Annuler les plans d'introduction de l'enseignement hybride/HyFlex/bimodal à grande échelle pour la session d'automne 2021. Nous suggérons plutôt de créer des sections de cours plus petites pour offrir aux membres de la communauté deux options principales, soit l'apprentissage en présentiel ou à distance. Quant au format d'enseignement bimodal/HyFlex/hybride, il serait limité à un maximum de 10 % de l'offre de cours afin de laisser place à l'expérimentation et à l'apprentissage en cette matière.
- 3) Créer un Fonds spécial COVID-19 de rétablissement en santé mentale afin d'aider les membres de notre communauté à obtenir les soins dont ils/elles ont besoin pour rétablir leur bien-être général.

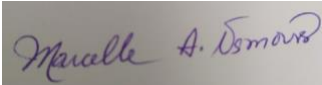
Nous espérons que l'administration centrale se joindra à la coalition intersyndicale pour tracer la voie vers un retour partiel et complet sur le campus qui sera réussi, sécuritaire, équitable et de haute qualité pédagogique.



Patricia Magazoni Gonçalves
Présidente, SCFP 2626



Dimitri Karmis
Président, APUO



Marcelle Desmornes
Présidente, PSUO



Natasha Landry
Commissaire aux affaires universitaires,
GSAÉD



Robert Johnson
Président, APTPUO

DocuSigned by:



4F8C222F9075486...

Michael Murphy
Président, PTIUO